Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Paraît le mercredi N° 2 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE 6 DECEMBRE 1967 PRIX : 1 F

CHYPRE :

GRECS ET TURCS FACE A FACE

(voir en page 2)

Pour que vainque le peuple vietnamien

LA résistance du peuple Vietnamien, soumis à la plus barbare des agressions par la plus grande puissance de tous les temps, restera certainement, dans l'histoire des hommes, comme le plus héroïque et le plus grand exemple de ce que sont capables d'accomplir ceux qui luttent pour leur idée de la liberté. Ce faisant, le peuple vietnamien ne se bat que pour lui-même ; quelle que soie l'issue finale de son combat, il aura montré à tous les exploités de la terre qu'il est possible, à un petit peuple, presque sans rien d'autre qu'un immense courage, de faire échec à l'appareil militaire colossal mais sans âme d'un géant impérialiste. Il aura montré que la victoire finale des exploités sur les exploiteurs, quels que soient les énormes moyens dont ceux-ci disposent, n'est qu'une question de résolution.

(Suite page 3)

13 DÉCEMBRE : POINT DE DÉPART OU COUP D'ARRÊT ?

SIX mois après l'adoption des ordonnances, la riposte s'organise enfin ou plutôt ce qui tient lieu de riposte : la journée nationale du 13 décembre. Décidée après de longues et difficiles discussions entre la CGT et la CFDT au niveau des Confédérations, la grève est diversement accueillie à celui des fédérations et des Unions départementales. Dans certaines entreprises on n'en parle même pas.

Il faut dire qu'encore une fois, le malaise vient d'eu haut. On avait d'abord parlé d'une grève nationale interprofessionnelle de 24 heures, une répétition du 17 mai en quelque sorte, mais le communiqué publié mardi 25 à l'issue des délibérations entre les deux Centrales, était volontairement beaucoup plus évasif. Il ne donnait aucune consigne précise d'arrêt de travail et laissait aux fédérations et aux UD le soin de déterminer les modalités pratiques de l'action à mener.

Les fonctionaires, le livre (presse et labeur), les électriciens, etc. se sont ralliés aux propositions des confédérations. Les syndicats CGT et CFDT d'Air France (Orly Nord) appellent à 24 heures d'arrêt du travail. La liste s'allonge chaque jour non sans difficulté semble-t-il puisque les hésitations remarquées au niveau des centrales se trouvent forcément reportées aujourd'hui à celui de chacune des branches professionnelles tour à tour concernée.

Ces tergiversations, sensibles même à la base, ne sont pas faites pour mobiliser les travailleurs d'autant que cette unité dont on leur parle tant ne fait pas le plein des centrales dites représentatives.

F.O. fidèle à un apolitisme inlassablement pro-gouvernemental, a pris carrément position contre la grève, par crainte dit-elle « qu'elle (la grève) ne réduise l'autorité du mouvement syndical » Ce qui ne manque pas de sel de la part d'une centrale dont l'autorité est pratiquement nulle et qui ne se soucie plus guère de jouer un rôle quelconque auprès des travailleurs.

La Fédération de l'Education Nationale qui avait très largement suivi la grève du 17 mai, déclare aujourd'hui ne pouvoir s'associer à la journée du 13 décembre dans les conditions où elle est lancée par la CGT et la CFDT : « la mise en œuvre de mots d'ordre diversifiés sur la base de revendications particulières ou locales, n'est pas de nature à favoriser l'organisation d'une action puissante et progressive de l'ensemble des travailleurs contre les graves atteintes portées à la Sécurité Sociale, sous le couvert des pouvoirs spéciaux. » Mais comme trop souvent, des arguments valables ne servent qu'à camoufler des manœuvres et des mesquineries et la FEN laisse voir le bout de l'oreille quand elle ajoute : le personnel enseignant tout en se montrant solidaire (?) ne doit « jamais perdre de vue toutefois l'aspect spécifique du grave problème posé par l'éviction de la FEN de la liste des organisations syndicales représentatives des assurés sociaux ». Il faut dire qu'aucune autre centrale n'a protesté contre cette éviction...

C'est donc dans un climat dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est guère encourageant que va s'engager la fameuse journée de décembre. Les ordonnances sont passées. La lutte nécessaire n'a pas été menée et chacun sait bien qu'elle ne le sera plus. Et pourtant le mécontentement est profond, moins aigu peut-être qu'au retour des vacances, mais plus large et doublé d'inquiétude, car le chômage va grandissant.

C'est à cause de ce mécontentement que la CGT est contrainte de « faire quelque chose ». Car elle seule dispose d'un crédit réel auprès des travailleurs. Un crédit qu'elle ne peut pas se permettre de perdre, mais il ne faut pas que l'action engagée mette le patronat en difficulté, car il ne le tolérerait pas, et la CGT ne souhaite absolument pas l'épreuve de force. Il s'agit seulement pour elle d'organiser des actions « de tout repos ». Mais aujourd'hui, la situation ne s'y prête guère, les travailleurs souhaitent remporter des succès ou tout au moins des revanches. Sa propre base elle-même ne comprend plus pourquoi le mouvement d'envergure tant annoncé et si nécessaire, ne vient pas. Alors la Centrale est bien obligée de relancer l'action. Les voies de garage — les mouvements qui fatiguent les plus combatifs, sans entraîner les hésitants, les actions partielles, les combats isolés, les parodies d'action unitaire — la CGT les connaît toutes. Elle les pratique depuis plus de vingt ans selon les circonstances. Mais cela « marche » encore et le 13 décembre les travailleurs et les militants CGT en feront les frais. Les frais, oui, car rien ne viendra derrière, si ce n'est un nouveau 13 décembre en mai ou juin avec moins de monde, peut-être pas la CFDT et surement pas toutes les fédérations. C'est ainsi qu'il y a trois ans la grève générale du 11 décembre 1964 (CGT, CFDT, FO) était retombée de soubressauts en soubressauts jusqu'à la grève manquée de la métallurgie en juin 1965 (CGT seule). Comme on le voit, c'est une vieille tactique, vieille et usée.

Quant à la CFDT dont l'unité d'action avec la CGT semble de plus en plus difficile(voir la récente grève des cheminots) et artificielle, elle a perdu cette belle ardeur qui la faisait paraître parfois plus « à gauche » plus dure que la CGT. Elle aussi a tiré les leçons du mécontentement manifeste de la classe ouvrière. Maintenant elle a compris qu'il était temps de se taire. Elle ne parle plus des mouvements généraux sur lesquels elle basait sa propagande il y a moins de deux ans, elle se contente d'emboiter le pas à la CGT, en se faisant prier encore.

Evidemment le sens de ces démissions n'est pas encore clair pour tous. Mais les expériences et les illusions perdues s'accumulent. Et chaque expérience, chaque illusion coûte cher ; en bas salaires, horaires excessifs, en heures supplémentaires, en licenciements acceptés, en exploitation renforcée. Jusqu'à présent les ouvriers ont toujours payé la note. Mais leur patience à des limites tout comme leur endurance.

Michèle TOURNY.

Bd LEFEBVRE JANVIER 64,

20 travailleurs morts sous les décombres

Le matériel humain...

C'EST sous ce titre que les bulletins « Voix Ouvrière » du 28 janvier 1964 consacraient leur éditorial à la catastrophe du boulevard Lefebvre.

Presque quatre ans ont passé. Les quatre ans qu'il aura fallu à la justice pour instruire cette affaire.

Qu'y a-t-il de changé par rapport à ce que nous écrivions ?

Ainsi la catastrophe du boulevard Lefebvre qui fit vingt morts serait due à une erreur technique : six étages de croisillons assurant la rigidité du gigantesque squelette métallique auraient été enlevés prématurément la veille du drame, rendant l'accident inévitable au moment du levage du dernier portique de douze étages. On aurait même un coupable : le chef-monteur qui, à la demande du responsable de la maçonnerie, aurait fait enlever les « contreventements » en question.

La justice passera, le « responsable » sera condamné ou pas, mais les gars du bâtiment continueront à mourir, au rythme de trois par jour disent les statistiques, sur tous les chantiers de France.

Echafaudages rompus, murs qui s'effondrent, chutes dans les cages d'escaliers ou d'ascenseurs, grues qui s'abattent, charges qui se détachent et broient tout sur leur passage, poutrelles en équilibre instable qu'on ne saisit pas ou qu'on ne lâche pas à temps et qui vous entraînent dans le vide, la rubrique des faits divers est variée. Les façons varient, mais, trois fois par vingt-quatre heures, c'est la mort que rencontre un ouvrier du bâtiment.

Et le drame du boulevard Lefebvre, si horrible soit-il, n'a finalement jamais fait que fournir d'un seul coup aux statistiques la valeur d'une ration hebdomadaire d'ouvriers du bâtiment morts pour que le capital prospère.

(Suite page 6)

UN GENIE COMPTABLE

« *Le secrétaire à la défense qui connait par cœur le budget de la plupart des nations est un passionné du progrès humain et économique et possède à la fois le dynamisme, la générosité et le génie comptable qui sont requis pour élargir le champ d'activité de la Banque mondiale à un moment où celle-ci est destinée à s'émanciper de l'ombre de Wall Street...* »

(Le Monde 29-11-67).

Après la démission de Mac Namara

Quand les «colombes» quittent le navire

AU Viet-nam, inexorablement, la machine de guerre U.S. poursuit, jour après jour, son œuvre de mort.

Dans le même temps, à Washington, les critiques contre la politique extérieure du président Johnson, émanant des milieux politiques les plus divers, se font plus vives. Ces jours derniers, les sénateurs Mac Carty, Robert Kennedy, membres du Parti Démocrate — Le parti de Jonhson — ont violemment attaqué la politique vietnamienne du gouvernement américain. R. Kennedy, dans son élan, va même jusqu'à l'autocritique : « Je reconnais, étant l'un de ceux qui ont pris part, durant trois ans, à l'effort de guerre et aux décisions concernant le Viet-nam, que s'il faut trouver des erreurs et des responsables, il y a une part pour tous, y compris moi-même ». écrit-il.

Il n'en faut pas plus pour que les journalistes, toujours prodigues en métaphores et en épithètes, voient en tout cela une violente bataille de volatiles : les tendres « colombes » s'attaquant aux « faucons » féroces. Et l'annonce de la prochaine démission du secrétaire d'Etat à la Défense, Mac Namara, grand maître du Pentagone, a immédiatement été interprétée comme le plus récent épisode de ce combat.

Dans « l'Humanité » du 29-11, A. Aquaviva commente ainsi l'événement : « Pour la plupart des commentateurs, le départ de Mac Namara du Ministère de la Défense laisse le champ libre aux « faucons » et se traduirait par une aggravation de la guerre au Viet-nam », et précisant sa pensée il poursuit plus loin : « ...(Mac Namara) avait estimé... raisonnable l'intervention armée au Vietnam. La victoire n'ayant pas couronné ses espoirs, il a été, peu à peu, conduit — la résistance des vietnamiens et la réprobation universelle aidant — à se forger une idée moins irréfléchie de la situation ». Ainsi Mac Namara rendu raisonnable aurait rompu avec l'insensé Johnson !

Une nouvelle fois, l'opinion de « gauche » — et l'Humanité la résume et l'exprime parfaitement — raisonne comme si la politique personnifiée par Johnson pouvait faire place à la politique, sinon tout à fait bonne du moins plus raisonnable, plus réfléchie d'un Bob Kennedy ou pourquoi pas, d'un Mac Namara. C'est ce même raisonnement qui, en novembre 1964, après la victoire électorale de Johnson sur son rival républicain Goldwater, faisait titrer à l'Humanité : « Les Américains ont voté contre le fascisme et la guerre ». L'histoire a cruellement démenti ce bel optimisme. Et c'est sur ce raisonnement aussi que se fonde l'idée d'une coexistence possible, pacifique, puisqu'il suffirait que les colombes chassent les vilains faucons.

Mais, les illusions n'y peuvent rien changer, l'impérialisme américain a fait un choix. En poursuivant la guerre au Viet-nam, il défend une position militaire, politique. Mais surtout il met au point les derniers détails de sa machine de guerre, en même temps qu'il crée les conditions morales — mise en condition de la population — et qu'il façonne l'instrument — fascisation de l'appareil d'Etat — qui lui permettront d'entamer une guerre mondiale qui lui est devenue nécessaire pour reprendre en main un monde qui lui échappe.

Cette politique, Johnson ne fait que la personnifier. En tant que chef de l'Etat, il en assume personnellement la responsabilité, au risque même de compromettre sa réélection.

Et lui que l'« Humanité » en 1964 aurait sans hésitation classé parmi les colombes, si le terme avait été à la mode, doit laisser maintenant jouer ce rôle à d'autres.

Dans moins d'un an les américains doivent élire leur président. L'échéance est proche. Le Parti Démocrate — celui de Johnson — ne dispose que de peu de temps pour reconvertir ses faucons en colombes. C'est pourquoi, sans pudeur, les Mac Namara et les Kennedy quittent maintenant le navire. Mais ce sont les mêmes qui, une fois élus, s'ils le sont, continueront, sans sourciller, à défendre aux quatre coins du monde l'ordre sanglant de l'impérialisme.

J.-P. VIAL.

CHYPRE : *Pour qui Grecs et Turcs ont-ils tiré les marrons du feu ?*

ALORS que la semaine passée la guerre a pu sembler, à un moment, inévitable entre la Grèce et la Turquie à propos de Chypre, ce sont les diplomates qui ont maintenant pris le pas sur les militaires. Définitivement ? On peut en douter. Non seulement parce que, à l'heure où nous écrivons, les dépêches annoncent des difficultés de dernière heure et parce que l'accord qui aurait été signé entre Athènes et Ankara n'a toujours pas été publié. Mais surtout parce que le problème chypriote fondamental — l'opposition entre une majorité grecque et la minorité turque de l'île — n'a pas pu être résolu mais seulement avivé par la crise, quelle que soit l'issue provisoire de celle-ci.

Les Chypriotes n'ont pas su se sortir de l'impasse où les a menés le colonisateur britannique et où les maintiennent les nationalistes grecs ou turcs.

Une majorité grecque refusant de tenir compte des intérêts et des droits nationaux de la minorité turque, celle-ci acceptant pour se protéger l'aide et la protection des grandes puissances, mais aussi d'en faire le jeu, et c'est en définitive celles-ci qui font la loi, Turcs et Grecs chypriotes ne sont plus que des pions du jeu diplomatique et militaire que mènent à l'échelle mondiale ces grandes puissances, en premier lieu l'impérialisme américain.

La Grande Bretagne a bien pu donner l'indépendance formelle à Chypre. L'opposition entre les deux communautés empêchait les Chypriotes de l'utiliser. Ainsi l'impérialisme a-t-il conservé dans l'île des bases militaires et maritimes, qui lui permettent de contrôler la Méditerranée orientale. C'est pour cela que l'Angleterre s'était emparée de Chypre au dix-neuvième siècle. Mais c'est toujours de Chypre que partirent les troupes franco-britanniques lors de l'expédition sur le canal de Suez en 1956 ; et c'est encore là l'un des principaux point d'attache de la sixième flotte U.S. actuellement.

C'est sans doute de ce côté qu'il faut chercher les origines de la crise qui vient de se produire.

Certes les relations entre les deux communautés sont suffisamment tendues pour que, sans aucune intervention extérieure naissent des intidents. Ceux-ci ont été innombrables depuis 1959 et l'attaque de deux villages grecs par les troupes du général Grivas, dont les attaches avec l'extrême-droite grecque sont connues, qui fit plusieurs dizaines de morts du côté turc était certes un incident grave. La communauté turque, qui savait que 15 000 soldats grecs avaient été débarqués « clandestinement » dans l'île pouvaient bien se sentir en danger.

Mais, les rodomontades guerrières abandonnées, à quoi est-on parvenu ?

A une entente de ceux qui prétendaient vouloir en découdre la veille. La Grèce accepterait de retirer ses troupes, la Turquie de ne pas en débarquer. Des deux côtés on semble bien avoir mobilisé sans avoir aucune envie d'employer réellement la force.

Par contre l'accord négocié sous les bons offices de l'envoyé du président Johnson, M. Vance, aboutit tout de même à ôter au gouvernement chypriote proprement dit le peu de force indépendante qu'il avait jusqu'ici. En effet, il serait convenu que la garde nationale chypriote forte de 12 ou 15 000 hommes doit être dissoute. Seuls 2 000 soldats pourraient être conservés sous les ordres directs de Makarios, l'ordre étant assuré par ailleurs par deux faibles contingents grec et turc et par les casques bleus de l'O.N.U.

Déjà aujourd'hui les problèmes chypriotes se règlent entre les gouvernements grec et turc d'une part et le représentant des U.S.A. de l'autre.

On peut imaginer demain le poids des décisions d'un gouvernement réduit à demander à Athènes, à Ankara, à l'O.N.U. ou à Washington les forces nécessaires pour se faire respecter.

Nasser, si l'on en croit le journaliste Eric Rouleau, à la suite du coup d'Etat en grèce, aurait estimé que, après la Grèce, se serait le tour de Chypre puis du Moyen-Orient de subir une remise en ordre de la part de l'impérialisme ou de ceux qui se sont mis à son service.

L'ordre a été inverse, certes, mais c'est bien en définitive ce qui s'est produit. Hier au Moyen-Orient, par l'intermédiaire d'Israël, les U.S.A. ont porté un coup, sinon décisif du moins sévère, aux Etats égyptien et syrien et à leurs vélléités d'indépendance. Aujourd'hui, grâce à la Turquie et à la Grèce, théoriquement ennemies pourtant, l'Etat chypriote semble bien devoir être réduit à une pure existence symbolique.

Toujours si l'on en croit les informations qui parviennent en France, l'opinion chypriote aussi bien grecque que turque se montrerait maintenant fort déçue de la solution qui semble se dessiner actuellement. Des deux côtés, sous l'influence des nationalistes, on espérait que l'intervention militaire pourrait régler le problème au plus grand avantage de sa communauté.

Des deux côtés aussi on pourrait faire le bilan aujourd'hui. Aucun des nationalismes rivaux qui s'affrontent sur le petit territoire chypriote n'est capable d'apporter une solution, car leur sort se décide bien au-dessus d'eux. Tout au plus peuvent-ils servir de prétexte ou d'instrument à l'intervention de l'impérialisme. Et la seule perspective qu'ils offrent aux communautés grecque ou turque c'est la poursuite du combat qu'elles ont mené jusqu'ici, sans espoir d'y mettre un terme victorieux.

Pour cela il faudrait, à l'une ou à l'autre, la permission de l'impérialisme.

Mais la situation actuelle lui est bien trop favorable pour qu'il veuille aujourd'hui faire pencher la balance, d'une manière irrémédiable, dans un sens ou dans l'autre.

Et il en sera ainsi tant que les communautés grecque et turque n'auront pas accepté et trouvé les conditions d'une coexistence qui permette le libre développement des deux nationalités chypriotes.

Jacques MORAND

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 17 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. gare), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi 8 décembre de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi 7 décembre de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **samedi 9 décembre de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

JAPON :

LA MORT DE L'ÉTUDIANT YAMAZAKI

DES heurts extrêmement violents, dont nous avons fait état dans notre précédent numéro, eurent lieu, avec la police, le 8 octobre 1967 à Henada, l'aéroport de Tokyo, pour s'opposer au voyage de M. Sato, Premier ministre japonais, heurts au cours desquels un étudiant, Yamazaki, fut tué.

Les mouvements se poursuivirent le 12 octobre mobilisant 150 000 personnes.

Par le canal de la radio et de la télévision, la police essaya de faire passer ces mouvements pour « des incidents violents provoqués par une poignée d'étudiants fous » et M. Hetano, chef de la police métropolitaine de Tokyo a déclaré : « A partir de maintenant nous traiterons les étudiants comme une bande provenant des bas-fonds de la société ».

De même, furent voilés aux yeux des agences de presse les mobiles véritables de la mort de l'étudiant Yamazaki, le 8 octobre 1967. Donnons la parole à Katsuyuki Akiyama, président des Zengakuren : « Le gouvernement et la police ont démagogiquement clamé que Yamazaki fut écrasé par un car blindé (de la police) dont s'étaient emparés les étudiants. Mais le fait est que le corps de notre camarade Yamazuki fut détenu par force, par la police durant deux jours et demi, et que l'autopsie fut faite sous son contrôle absolu. La famille de Yamazaki proposa d'attendre le docteur pour l'autopsie. Cela lui fut refusé sèchement...

Il n'y a pas de raison de croire aux paroles et aux actes de la police qui traita le corps derrière la scène. M. et Mme Yamazaki exprimèrent leur profonde désapprobation face à l'attitude de la police, disant : « il aurait pu être tué par la police ». Il y a plusieurs témoins qui ont vu le camarade Yamazuki tomber sanglant, matraqué par la police... Nous exposerons la vérité sur l'assassinat de notre camarade Yamazaki par le pouvoir d'Etat.

Le 17 octobre, 10 000 étudiants, professeurs, ouvriers, suivirent les funérailles de Yamazaki; Mme Mitsuko Kamba, mère de Michiko Kamba, l'étudiante qui fut tuée dans les manifestations contre le pacte de sécurité mutuelle nippo-américain de 1960, prit la parole et stigmatisa l'assassinat de Yamazaki. Les participants se séparèrent au chant de « Un camarade a disparu » et de l'« Internationale ». La police fit irruption et arrêta le président des Zengakuren alors qu'il essayait de se joindre au cortège.

Seuls ne prirent pas la parole, le P.C.J. et ses organisations affiliées. Bien plus, paraissaient le 9 octobre dans le quotidien du P.C.J. « Akahata », le texte suivant :

« L'essence de cet incident (la bagarre entre la police armée et les étudiants trotskystes) est un exemple de collusion entre les forces réactionnaires et les éléments anti-révolutionnaires qui sont engagés dans la calomnie du Parti et des forces démocratiques. Nous ne pouvons justifier la provocation des forces contre-révolutionnaires trotskystes qui est sans excuse. Le Parti continuera ses efforts pour maintenir et développer l'unité et la solidarité des forces démocratiques, l'écrasement des provocations contre-révolutionnaires et l'activité dissolvante des trotskystes. »

(D'après une correspondance du Japon).

10 000 personnes accompagnaient le cercueil de l'étudiant Yamazaki assassiné par la police. Ici ses camarades de la Sengakuren. (Photo correspondant particulier)

Pour que vainque le peuple vietnamien

(Suite de la page 1)

Mais, bien que le peuple vietnamien mérite mille fois la victoire, malgré so ncourage, malgré les prodiges dont sont capables ses combattants, il ne pourra pas vaincre les Etats-Unis. Même si les U.S.A. se voient contraints de retirer leurs troupes, le Vietnam continuerait, comme tous les autres pays ex-colonisés, de payer un tribut énorme au marché impérialiste. Il ne pourrait pas empêcher que par l'intermédiaire des échanges mondiaux la majeure partie du labeur de ses paysans et de ses ouvriers n'aille grossir les coffres d'occident. C'est cela qui rend impossible et illusoire tout développement, toute industrialisation de ces pays. Et c'est la variante la plus favorable : les combattants vietnamiens de la colline 875 en ont fait un Golgotha pour les marines U.S. A tel point que cette « victoire » de l'armée américaine est une véritable défaite, car les conditions de cette bataille démontrent que l'infanterie américaine ne pourra pas prendre ainsi chaque colline de ce pays. Mais il reste les bombardiers, mais l'armée U.S. n'est pas vaincue, mais elle n'est pas jetée à la mer. Et, autre aspect de la puissance de l'impérialisme, de sa domination universelle sur les corps et les consciences, ces combattants américains .. nous les avons vus .. étaient en majorité des noirs. De toutes les guerres impérialistes des exploités sont les vecteurs mais, ici, la couleur de la peau désigne les plus exploités. Spartacus était sur les pentes et au sommet de la colline 875.

Et c'est là que notre responsabilité est énorme. Les profits que les esclaves coloniaux ont sué pendant des siècles se sont cristallisés dans les pays industrialisés sous la forme des usines, des voies ferrées, de la technologie, de la division du travail qui constituent l'accumulation capitaliste. Pendant des siècles, les marchandises, les capitaux, tout le travail humain de ces pays a pris sur la terre des routes à sens unique convergeant vers les Rome impérialistes. L'indépendance, l'émancipation politique, à elles seules ne rendront pas à ces peuples ce qui leur a été volé durant toute une période historique. C'est de l'hypocrisie de feindre de croire qu'une fois indépendants ils n'ont plus qu'à se mettre au travail pour s'industrialiser. Rattraper le niveau productif des pays industrialisés ne leur est pas possible, tant que le marché mondial est basé sur l'échange capitaliste. Ils ne peuvent que continuer à s'appauvrir, tout au moins relativement, par rapport aux puissances impérialistes. Et pourtant ils ont des droits sur les usines et les énormes moyens productifs de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

C'est hypocrisie aussi de prétendre soutenir leur combat par des bonnes paroles pour leur rancœur et des pansements pour leurs plaies. Que peuvent-ils penser, ces combattants, de ceux qui ne sont capables ni d'arrêter un seul bateau, ni de stopper une seule chaine de fabrication d'armement, ni d'empêcher que ceux qu'ils voient monter à l'assaut de leurs tranchées aient le visage noir des plus exploités de la société américaine ? Que ceux qui pourraient le faire soient aux Etats-Unis ne retire rien à notre responsabilité : qu'avons nous fait lors de la guerre d'Algérie et, aujourd'hui, nous sentons nous responsables du sort actuel de la même Algérie ?

Le seul moyen que nous ayons d'aider réellement le peuple vietnamien, d'aider tous les peuples des pays sous-développés, ceux qui sont « libres » comme ceux qui ne le sont pas, c'est d'engager le combat contre la société capitaliste dont l'impérialisme n'est que le stade le plus achevé. Notre devoir est de détruire cette société où les rapports entre les hommes sont dominés par la pièce de cent sous. Notre devoir est d'aider tous les peuples en lutte pour leur liberté, de l'Amérique latine à l'Asie, en détruisant de l'intérieur la puissance militaire de l'impérialisme, avant de le détruire lui-même. Notre devoir est de socialiser les moyens de production qui sont sur notre sol, mais qui appartiennent à tous les exploités du présent et du passé, pour mettre ces forces productives au service de l'humanité toute entière. C'est cela notre devoir et il ne suffit pas de battre des mains aux exploits des autres.

L'aide que nous pouvons, que nous devons, apporter c'est construire un Parti révolutionnaire capable de se donner ses objectifs et de les remplir.

Des manifestations comme la « Semaine Che Guevara » organisée par le Comité Vietnam National et comme « les 6 jours pour le Vietnam » sont certes indispensables, et les révolutionnaires doivent s'y associer et les soutenir de toutes leurs forces, mais il ne faut pas se cacher que limiter son action à ces démonstrations, c'est tourner le dos aux problèmes réels. Ces actions, et toutes celles du même ordre, ne peuvent être une fin en soi sans être en même temps une monstrueuse hypocrisie : les Vietnam, tous les Vietnam de la terre, n'ont pas besoin de charité, mais de l'aide de combattants alliés.

Nous ne disons pas que ces manifestations soient inutiles, bien au contraire ; nous disons seulement que ceux qui y participent doivent se poser les problèmes autrement qu'en spectateurs, autrement qu'en supporters.

Ces manifestations ne serviront, finalement, la cause des combattants Vietnamiens, que si nombreux sont leurs participants à se poser le seul véritable problème de notre époque: rester passifs et spectateurs, ou participer à la lutte contre l'impérialisme en contribuant à construire, en France un nouveau Parti Révolutionnaire.

Roger GIRARDOT.

A propos de ces campagnes de protestation, telles « la semaine Che Guevara » et « les six heures pour le Vietnam », il faut noter l'attitude du Parti Communiste Français.

Tout se passe comme si, gêné de sa relative inactivité dans ce domaine, il voulait maintenant mettre les bouchées doubles et démontrer, à ses propres militants d'abord, qu'il n'était pas en reste.

C'est ainsi que l'on peut interpréter la manifestation organisée à Paris le 26 novembre par le Mouvement de la Jeunesse Communiste et les organisations voisines.

Le P.C.F. fit un effort énorme : de toute la France des autocars drainèrent des milliers de jeunes vers Paris, et 50 000 manifestants défilèrent de la place du Colonel-Fabien à celle de la République.

Un succès, c'est certain. Mais, manifestement, l'objectif du P.C.F. n'avait pas été de mobiliser les plus larges couches possibles de la population, pour éveiller leur conscience aux problèmes que posent la guerre du Vietnam, mais de démontrer qu'il était toujours le plus grand parti de gauche et qu'il n'avait pas de concurrent.

En fait, c'est apparent, il y a une compétition de la part du P.C.F. avec le Comité Vietnam National.

Cette compétion est flagrante et, indépendamment des problèmes politiques que nous soulevions plus haut, il est déplorable que le P.C.F. n'ait pas fait le même effort lors de la manifestation du 21 octobre à Paris à laquelle il participait en même temps que le Comité Vietnam.

Il est regrettable que le P.C.F. ait cru bon de ne s'adresser qu'aux jeunes et de laisser l'ensemble de la classe ouvrière en dehors de ces problèmes. Pourquoi ?

Tout cela ne présage rien de bon sur son attitude à venir. En ce qui nous concerne, nous avons pu noter que cette mobilisation de la jeunesse communiste s'est accompagnée de violences redoublées contre les minorités révolutionnaires. Des centaines de ces jeunes, mobilisés contre la guerre du Vietnam, ont été utilisés pour lacérer ou recouvrir nos affiches, voir s'attaquer à nos coleurs et diffuseurs.

Rappelons que lors de la manifestation du 21 octobre à Paris, le P.C.F. avait refusé au Comité Vietnam National de défiler sous ses propres banderolles, alors que les organisations du P.C.F. ne s'en privaient pas. Rappelons aussi que s'il n'y a pas eu d'incidents violents, c'est parce que ceux qui défilaient avec le Comité représentaient un groupe compact, mais qu'il s'en est fallu de peu.

Tout cela porte à croire que la mobilisation parallèle du P.C.F. face au Comité Vietnam, et non avec lui, est grosse de menaces futures.

Nous pensons que les camarades et tous ceux qui suivent le Comité Vietnam doivent se rendre compte que les violences et les attaques dont est actuellement l'objet VOIX OUVRIERE ne la concernent pas seulement.

Le P.C.F. ne tolère jamais d'adversaire sur sa gauche.

SANS FARD

Georges Brown, secrétaire « socialiste » au Foreign Office, s'adressant à 4 des représentants d'une des sections les plus importantes du Syndicat des mineurs britanniques, déclara : « l'ennui avec vous, les mineurs, c'est que vous devenez trop gras. Vous n'avez jamais eu la vie si belle. Pourquoi critiquez-vous le gouvernement travailliste ? Oui, il est grand temps que quelqu'un vous dise que vous n'êtes qu'un tas de ... ».

S'il a tenu ces propos, c'était, a-t-il dit ultérieurement, une manière de plaisanter ! Plaisanterie qui dénote bien le caractère de ces « dirigeants ». Au moins celui-ci a-t-il le mérite de dire franchement ce qu'il pense.

Mais que tous ces messieurs sachent que les mineurs comme tous les ouvriers n'auront pas besoin de manger des briques pour devenir réfractaires !

Les assises de l'U.N.R. à la recherche de fauteuils

LES 25-26-27 novembre se sont tenues à Lille les Assises Nationales de l'U.N.R.

Plus de quatre mille personnes étaient rassemblées pour débaptiser le parti gaulliste. Après avoir finalement abandonné la référence au « social » initialement proposée, l'U.N.R. vient de se transformer en « Union des Démocrates pour la cinquième République » U.D. Vᵉ.

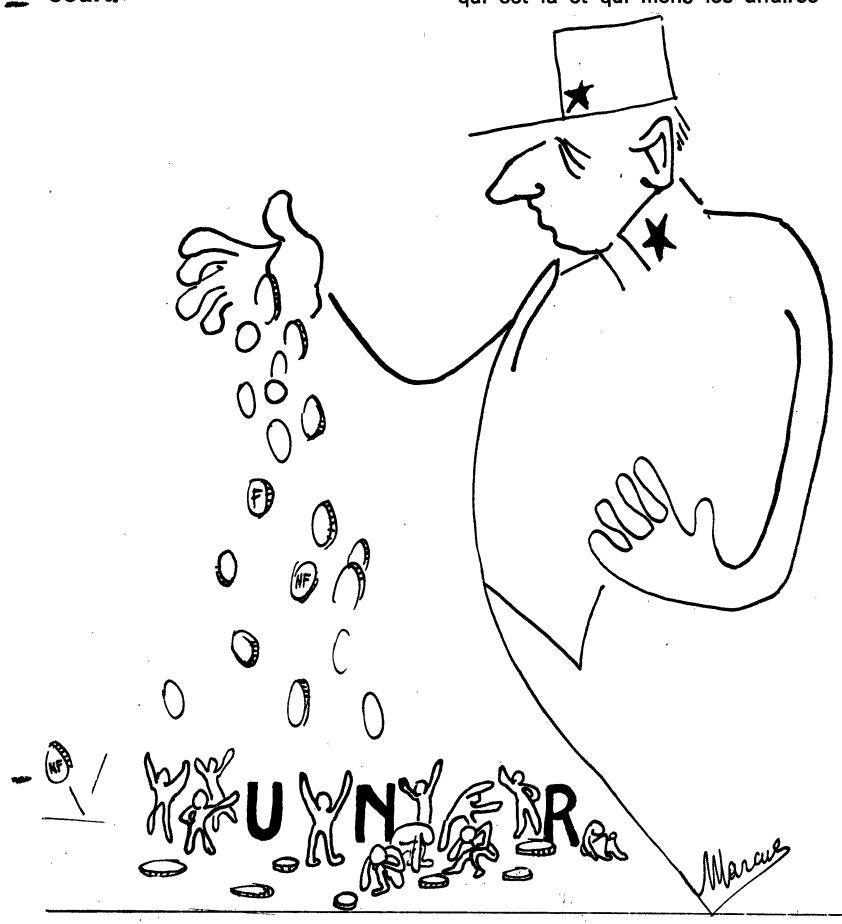
Ainsi les gaullistes sont-ils à la recherche d'un nouveau parti ou plutôt d'un parti tout court.

Mais si l'U.D. Vᵉ, par ses discussions sur les statuts et sur la double appartenance a l'apparence d'un parti, elle n'en a que cela.

De fait les gaullistes ne peuvent réussir à s'offrir un parti. Le régime présidentiel ne leur permet pas ; non seulement il ne peut être influencé par une telle organisation mais de plus il n'en a nul besoin.

Et ce sont les 4 000 congressistes réunis à Lille qui ont besoin de de Gaulle pour exister et non pas le contraire.

A ceux qui pensent que l'U.D. Vᵉ prépare l'après gaullisme il suffit de citer Pompidou qui déclarait avant les assises : « Rassemblons-nous, non pas en vue de l'après-gaullisme, mais autour du général de Gaulle qui est là et qui mène les affaires » et le premier ministre est bien placé pour le savoir !



Si de Gaulle est venu de Colombey en 1958, c'est pour défendre les intérêts généraux de la bourgeoisie française, même s'il devait pour cela léser des intérêts particuliers, des coteries et les partis bourgeois eux-mêmes.

Ce n'était pas d'un parti dont la bourgeoisie avait besoin mais d'un homme d'Etat, populaire par son passé, et d'une nouvelle constitution instaurant un régime présidentiel. Car la fonction même du gaullisme c'est que de Gaulle gouverne seul. Un parti politique pour exister réellement doit s'appuyer sur une couche sociale qui lui donne sa base, son influence, et un poids dans le pays.

En fait l'U.D. Vᵉ ne représente rien qu'un ramassis de parvenus, d'ambitieux avides d'accrocher leur carrière au train du gaullisme. Ce qu'ils veulent ce sont des postes, des fauteuils, des portefeuilles, des habits dorés, tant qu'il est encore temps.

Tout le reste n'est que poudre aux yeux et vaine tentative d'exister même après de Gaulle. Et quand Pompidou déclare dans « la Voix du Nord » : « l'action du mouvement gaulliste doit s'étendre dans les milieux populaires qui, traditionnellement votent à gauche, mais ne veulent pas faire le jeu du Parti communiste ».

Personne ne peut croire que l'U.D. Vᵉ représente les intérêts des « milieux populaires », des couches travailleuses, et surtout pas des ouvriers.

France Soir (du 27-11) a beau écrire qu'« un souffle démocratique puissant » a soufflé sur les Assises en fait on n'a assisté qu'à une mascarade.

D'ailleurs à défaut d'adhérer à l'U.D. Vᵉ, la possibilité était offerte au Congrès de se procurer pour 0,30 F la carte postale de la maison du général ou pour 5 F la boussole à croix de Lorraine.

Car si de Gaulle était absent, les congressistes ont sans doute voulu rappeler qu'ils lui devaient bien cela!

Catherine OLIVIER.

DIPLOMATIE SYNDICALE SECRÈTE

Ci-dessous le texte d'une circulaire en date du 1er décembre adressée par la Fédération CGT des cheminots aux secrétaires des syndicats et des secteurs qui la composent :

Chers Camarades,

Comme vous le savez, les Confédérations C.G.T. et C.F.T.D. ont décidé d'organiser, le 13 décembre, une Journée Nationale Interprofessionnelle d'action : pour les revendications professionnelles ou interprofessionnelles, notamment l'abrogation des ordonnances anti-sociales — avec arrêts du travail et manifestations.

Pour vous permettre de mieux apprécier la situation, nous vous informons que cette décision n'a été prise qu'après de longues discussions en raison des désaccords qui se sont manifestés au sein de la C.F.D.T. C'est ainsi qu'un accord conclu le 20 novembre pour deux journées d'action a été remis en cause par la C.F.D.T. le 24 novembre. Aux dires de la délégation C.F.D.T., la direction confédérale aurait été mise en minorité par suite de l'opposition exprimée notamment par la Fédération des Cheminots. C'est seulement après que la C.G.T. eut fait connaître son intention de révéler publiquement ces désaccords et de prendre, en tout état de cause, ses responsabilités, que la direction confédérale C.F.D.T. a finalement donné son accord pour la journée du 13.

Cette position de la Fédération C.F.D.T. des cheminots, qui s'était déjà manifestée par son opposition acharnée à la grève du 17 novembre, s'est confirmée lors de la réunion commune des fédérations de cheminots tenue à notre initiative le 28 novembre. S'en tenant à sa position insensée d'isoler la question de la C.P. (1) des autres revendications et d'attendre les décisions du pouvoir en la matière, la Fédération C.F.D.T. n'a pas accepté notre proposition d'arrêt du travail pour le 13 décembre, en déclarant s'en tenir aux manifestations.

Toutefois, la porte n'est pas fermée aux discussions avec la Fédération C.F.D.T. que nous devons revoir le 4 décembre. Les autres fédérations ont déclaré ne pas s'associer à cette action.

Il est clair que la position de la Fédération C.F.D.T. ne sera modifiée que si la pression des cheminots se fait sérieusement sentir. Dans plusieurs centres, nos militants nous ont informés du bon climat de combativité qui existe.

Dans l'état actuel des discussions et de ses informations, le Bureau Fédéral estime que, sans aller jusqu'à un mot d'ordre d'arrêt national du travail, il est possible d'envisager des arrêts de travail locaux là où les conditions seront réalisées, par une large approbation des cheminots ou par la conclusion d'accords d'unité. A cet effet, le Bureau Fédéral se propose de déposer un préavis national couvrant tous les arrêts de travail qui pourraient se produire.

Bien entendu, nous recommandons à tous nos syndicats de se tenir en liaison avec leur Union Départementale ou leur Union Locale en vue d'organiser la participation massive des cheminots aux actions et manifestations interprofessionnelles qui pourront être décidées localement.

Nous vous demandons de réunir vos Bureaux et Conseils syndicaux et de nous tenir informés de l'évolution de la situation, soit directement, soit par l'intermédiaire du secteur fédéral.

Recevez, Chers Camarades, nos fraternelles salutations.

Pour le Bureau Fédéral :
A. ARGALON,
Secrétaire Général-Adjoint.

P.S. — Dans l'intérêt du bon déroulement de l'action, il n'est pas souhaitable d'étaler publiquement le détail des discussions interconfédérales.

(1) Caisse de Prévoyance (N.D.L.R.).

Si nous publions *in extenso* cette lettre du secrétaire général adjoint de la Fédération des Cheminots C.G.T., ce n'est pas pour le plaisir de rendre public un document qui n'y était certes pas destiné et d'ennuyer ainsi ses auteurs. Mais parce qu'il est révélateur de la politique et des méthodes des bureaucraties syndicales en général et notamment de la C.G.T.

Le premier souci des dirigeants cégétistes y apparaît bien en effet (et le P.S. le souligne éloquemment) : limiter les discussions sur les futurs mouvements aux différentes directions confédérales ou fédérales ; éviter surtout, s'il y a des désaccords, de demander à l'ensemble des travailleurs de les trancher.

Ce sont eux pourtant qui seront appelés à débrayer ou à faire grève.

En agissant de la sorte, la C.G.T., qui prétend vouloir organiser la lutte mais en être empêchée par l'opposition des autres syndicats, se prive de sa meilleure arme. Expliquer publiquement ce que chacun veut et demander à tous de juger, quel meilleur moyen en effet de contraindre ceux qui renâclent de se découvrir ou de se plier ?

Mais la Fédération C.G.T. n'a aucune envie de recourir au seul moyen qui pourrait faire échec aux manœuvres dilatoires des syndicats concurrents. Car si la C.F.D.T. ne propose rien d'autre actuellement aux cheminots que les « tables rondes » avec la direction, l'action envisagée par la C.G.T. n'est pas plus valable, la répétition de journées de grève tous les 5 ou 6 mois ayant prouvé depuis longtemps que cette forme d'action n'aboutissait à aucun résultat.

De plus en plus de cheminots en sont conscients. La C.G.T. n'a nulle envie de les consulter, car elle n'a nulle envie de se l'entendre dire et reprocher.

Par contre, la C.G.T. envisage, sans vergogne aucune, d'organiser des mouvements locaux dont le seul but sera de servir d'argument dans ses discussions avec la C.F.D.T.. Ni les intérêts des travailleurs, ni les possibilités pour ces mouvements d'aboutir à un résultat, n'entrent ici en ligne de compte. Il ne s'agit plus que d'entretenir une vague agitation qui permettra à certains bureaucrates de faire peur à d'autres bureaucrates.

On ne peut guère manifester envers les travailleurs plus de crainte et de mépris. Le triste est que ce soit le fait de ceux-là mêmes qui se prétendent les représentants de la classe ouvrière.

Que pensent donc les militants et adhérents C.G.T. de dirigeants qui jugent inutile et même nuisible de consulter la plus grande partie d'entre eux, alors qu'il s'agit d'un problème intéressant tous les travailleurs ?

Pour lire régulièrement « Voix Ouvrière »
Pour la soutenir, Abonnez-vous !

Les idées socialistes ont tellement été bafouées qu'elles sont aujourd'hui ignorées de nombreux travailleurs.

Tous les drames qui se jouent dans le monde que ce soit la guerre du vietnam, le conflit israélo-égyptien, la dévaluation de la livre sterling ou les bravades d'un général, ont une répercussion immédiate ou à plus ou moins longue échéance sur le sort de tous les travailleurs.

A l'atelier, au chantier, au bureau les travailleurs les plus conscients n'ont pas toujours le temps ni les moyens d'exposer leur point de vue sur les différents problèmes politiques, économiques et sociaux. Il suffit quelquefois de passer son journal ou simplement de faire lire un article pour éveiller un autre travailleur à une plus grande conscience de ses intérêts. Passer son journal, le faire lire c'est un acte facile mais important. Il faut faire acheter le journal de la Révolution à ceux qui demain en seront les acteurs. « VOIX OUVRIERE » paraît maintenant toutes les semaines. Chaque semaine des travailleurs conscients et les militants révolutionnaires, ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier et qui visent au travers des luttes quotidiennes à l'émancipation des travailleurs et à la réalisation d'une société socialiste pourront y puiser les idées et les arguments nécessaires à leur combat. Le rôle d'un jour révolutionnaire c'est d'éclairer les travailleurs sur les problèmes qui les préoccupent, ceux qui les assaillent chaque jour à l'atelier, au chantier ou au bureau mais aussi ceux, qui, plus lointains mais non moins importants se posent à tous les exploités, à tous les opprimés.

Pour exploiter, pour opprimer, la classe au pouvoir, la bourgeoisie, a besoin de l'obscurantisme. Bien plus elle a besoin non seulement d'étouffer la vérité, mais de répandre le mensonge et les calomnies pour faire admettre l'exploitation en imposant son idéologie.

C'est pourquoi une presse au service du prolétariat est nécessaire. Les idées socialistes n'existent pas d'aujourd'hui. Mais non seulement elles sont combattues par l'ennemi de classe qui dispose de moyens de propagande énormes mais elles sont abandonnées par ceux-là mêmes qui avaient mission de les faire connaître et de les défendre.

C'est pourquoi elles font horreur aussi bien aux représentants de la bourgeoisie qu'à ceux qui se prétendent les représentants de la classe ouvrière. C'est pourquoi ceux qui les défendent ont à faire front aux uns et aux autres.

L'effort qu'ont fait les militants de « VOIX OUVRIERE » pour sortir le journal toutes les semaines et pour élargir sa diffusion dans les kiosques permettra à de nombreux travailleurs, à de nombreux révolutionnaires, d'avoir un contact plus régulier avec les idées socialistes.

Mais cela ne suffit pas. La diffusion de la presse révolutionnaire ne signifie pas seulement une information plus large d'un nombre plus grand de lecteurs. C'est un combat. Et les adversaires du prolétariat ne s'y trompent pas et engagent tous leurs efforts pour étouffer la voix de la Révolution Socialiste.

C'est pourquoi il faut lire « VOIX OUVRIERE » mais aussi le faire lire et en discuter largement. C'est pourquoi il faut trouver de nouveaux lecteurs.

Et puis pour faciliter la lecture régulière du journal, l'explication régulière du point de vue socialiste, faire un abonné, faire des abonnés.

L'abonné au journal de la Révolution c'est déjà un combattant. C'est un combattant parce qu'il aide une organisation combattante parce qu'il encourage ses militants parce qu'il s'arme lui-même idéologiquement parce que demain il entrera mieux préparé dans les combats inévitables qui l'attendent. Pour aider « VOIX OUVRIERE », pour appuyer son combat.

Abonnez-vous, faites la lire autour de vous et amenez lui de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés. N'oubliez pas que « VOIX OUVRIERE » ne peut être partout, le plus sûr moyen de la lire chaque semaine est d'être abonné. Il faut à « VOIX OUVRIERE » pour vivre 1 000 nouveaux abonnés pour l'année.

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS A LA POLYMÉCANIQUE

VENDREDI 24 novembre, un quart d'heure avant la sortie de la normale, la direction annonçait 35 licenciements d'O.S., 7 de mensuels et 5 déclassements d'O.S. en M2. Pourtant, le jour même elle avait affiché l'accord signé par les syndicats, portant sur la possibilité de faire fluctuer l'horaire de travail, et d'indemniser à 50 %, à la fin de l'année, les heures perdues qui n'auraient pas été récupérées pendant la saison. Cette signature, restée cachée trois jours, les syndicats l'avaient donnée malgré les ouvriers, en arguant qu'ils ne signaient que pour 1967 et pas pour l'année à venir. Cela permettait de récupérer l'indemnisation des heures perdues en-dessous de 45 h en décembre où l'horaire devait être fixé à 40 h. Cette « finasserie » qui consistait à reconnaître la récupération des heures perdues pendant la morte saison, parce qu'elle n'avait pas d'implication pratique, était le meilleur moyen de dérouter les ouvriers.

Dérouter les ouvriers, la direction en eut d'ailleurs bien besoin, puisqu'elle commença par n'annoncer des licenciements que chez les mensuels (20), puis celui de 35 O.S. et 7 mensuels.

Le lundi matin, les syndicats distribuaient un tract où ils appelaient à débrayer à 14 h 30, c'est-à-dire une demi-heure avant la sortie de la normale. Quelques ouvriers remarquèrent bien cette heure plutôt tardive, alors que de telles dispositions appelaient une réplique vigoureuse et immédiate, mais cela n'eut pas d'effet sur les décisions syndicales. Notons que la direction justifie ces licenciements par le fait que moins d'ouvriers donnent leur compte cette année par rapport à l'année dernière. Pour le même mois : 9 au lieu de 46.

Donc lundi au débrayage il y eu les 2/3 de l'effectif. On proposait aux ouvriers rassemblés trois manifestations à faire dans la semaine : une le jour même devant la direction et devant la porte de l'usine, une au siège du trust « Motobécane » — dont la « Poly » fait partie — le lendemain ; la troisième à Pantin avec d'autres métallos de la ville en butte aux mêmes problèmes. Mais ces propositions ne devaient pas être discutées : la parole fut refusée à un camarade qui voulait dire que ces promenades ne remplaceraient pas une véritable grève qui seule pourrait imposer du travail pour tous ou sinon pour personne. Au micro on justifia ce refus par son appartenance, connue de tous, à « Voix Ouvrière » et on se refusa à donner « une troisième fois une tribune » à cet ennemi des syndicats. Une cinquantaine de « braillards » visiblement préparés, l'empêchèrent de se faire entendre. On refusait la parole à un travailleur de l'entreprise, mais cela n'avait pas empêché qu'on ait permis au député-maire communiste de la localité, de venir déverser dans le micro des banalités dont les ouvriers se seraient aisément passés Quelques ouvriers protestèrent sur le moment même, contre cette entorse à la démocratie ouvrière. Le lendemain et après la manifestation, nombreux furent ceux qui exprimèrent leur désapprobation envers ces méthodes.

A la deuxième manifestation, la participation augmenta légèrement : l'ambiance « chauffa » un peu quand devant « Motobécane » les employés de l'intérieur firent savoir qu'ils débrayaient aussi. Cela valut des promesses de discussions pour le lendemain, discussions qui n'apportèrent rien, bien au contraire.

Jeudi il fut annoncé que les syndicats avaient proposé de ramener l'horaire à 37 h 30 et de garder tout le monde. La direction avait accepté 37 h 30 mais maintenait 18 licenciements dans l'immédiat, et si les départs ne se faisaient toujours pas, il faudrait 54 ouvriers encore en moins au début de janvier 1968. Comme il fut demandé de répondre par acclamation (c'est la seule forme d'expression permise par les bureaucrates syndicaux) à une éventuelle diminution de l'horaire à 37 h 30, on peut juger à la mollesse des réponses que les travailleurs n'estimaient pas que, ce qu'on leur présentait, était un recul de la direction.

Ce jour-là, pour la première fois, une quantité importante de mensuels, et des secteurs qui n'avaient pas encore débrayé, étaient là. Cette manifestation vit 1.500 travailleurs se retrouver dans la cour de la mairie de Pantin, malheureusement pour être abreuvés de discours insignifiants.

Le lendemain, un appel à un autre débrayage d'une heure fut un succès considérable du point de vue de la participation : presque tous les mensuels avaient débrayé, la quasi-totalité des ouvriers aussi.

Et qu'ont alors proposé les syndicats ? Accepter les 37 h 30 et les 18 licenciements, ils sauraient bien les faire réembaucher quand le travail reprendrait.

L'ambiance était glaciale et une heure de phrases entortillées au micro ne put amener les ouvriers à se réjouir d'un tel « succès ». La plupart des ouvriers étaient stupéfaits, ils réalisaient maintenant comment on leur avait caché les difficultés. Ils réalisaient seulement que leur mouvement, pourtant largement suivi, n'allait pas aboutir. Et ils ne pouvaient plus rien faire d'autre. Ils ne s'étaient pas préparés à une autre lutte et les syndicats n'avaient plus rien à leur proposer. C'est pourtant consciemment que les syndicats les avaient amenés là,, ne souhaitant qu'une « semaine d'action », mais n'envisageant pas de mener la lutte jusqu'au bout, jusqu'à l'annulation des décisions patronales.

UNE BALANCE QUI PENCHE TOUJOURS DU MEME COTE

Un policier, fonctionnaire zélé et méthodique, a tué un étudiant qui manifestait le 2 juin dernier à Berlin-Ouest, contre la visite du Chah et de son épouse. On réclamait pour lui, lors de son passage en jugement, la peine de huit mois de prison avec sursis. Il a été purement et simplement acquitté.

Un étudiant libertaire, nommé Turfel, qui lui, n'a tué personne mais se trouvait du côté de ceux qui huaient le couple de féodaux, est toujours en prison, sans promesse d'être jugé rapidement.

On voit une fois encore que peu importent les frontières, la justice actuelle n'a qu'un seul et même rôle : condamner ceux qui luttent contre la loi des exploiteurs.

LES EMPLOYES D'ASSURANCE MANIFESTENT LEUR MECONTENTEMENT

AUX Assurances Générales, la journée d'action de l'Assurance du 21 novembre est passée totalement inaperçue.

Alors que dans d'autres Compagnies, des actions diverses avaient lieu, les responsables syndicaux se bornaient à nous distribuer un questionnaire sur la forme d'action que nous serions prêts à suivre.

La semaine suivante, nous n'avons appris qu'une manifestation devant le siège de la Fédération Patronale était prévue pour le mardi 28 novembre que la veille dans l'après-midi, par un tract commun aux trois syndicats, distribué dans les services.

Dans certains bureaux, la diffusion de ce tract était laissée aux bons soins du garçon d'étage, ou de l'agent administratif !

Aussi n'est-il pas étonnant que la participation à ce débrayage n'ait pas été très importante : environ 500 employés sur 3 000.

Devant le siège de la Fédération Patronale 10 à 15 000 employés réclament de meilleurs salaires.

De retour à la Compagnie, à 10 h 30, l'ambiance du cortège n'était visiblement pas à la reprise immédiate du travail. Aussi, les délégués nous proposèrent-ils de rester rassemblés dans le hall, et tandis qu'une délégation allait faire part à la direction de notre mécontentement, un délégué joua le rôle de meneur de jeux (le responsable CFDT aux loisirs et à la jeunesse) relançant les slogans habituels, mais veillant surtout à ce que le chahut ne s'étende pas trop et ne dérange pas ceux qui étaient restés au travail.

Lorsque deux employés, appuyés par une dizaine de leurs camarades, ont voulu proposer une promenade dans les services pour convaincre les autres de se joindre à nous, leurs voix furent systématiquement couvertes par le micro. Les cris de « dégonflés, les délégués » répondirent à ce refus délibéré de donner plus d'ampleur au débrayage.

La délégation revint bredouille, comme on pouvait s'y attendre, la direction ayant refusé d'accorder plus des 4,35 % prévus par la Fédération. L'ordre de dispersion fut alors donné, sans que les syndicats annoncent ce qu'ils avaient l'intention de faire à la suite de cet échec et sans que nous ayons pu émettre le moindre avis.

Pour les « vieux » employés venus là par tradition, pour manifester quand même leur mécontentement, rien n'était changé : le scénario annuel s'était déroulé. Mais pour les jeunes, très nombreux à la Compagnie et très exploités aussi, c'est avec enthousiasme qu'ils avaient quitté le travail, qu'ils étaient descendus dans la rue. Les syndicats, par leurs agissements, ont tout fait pour qu'il n'en reste que ce cri d'un jeune : « ça fait quand même du bien de crier un bon coup quand on en a marre ».

Ce que sont les syndicats des « Assurances générales »

FLICS DE LA DIRECTION

Le vendredi 3 décembre 1967, une employée déjeunait à la cantine avec son mari, lui-même ex-employé de la Compagnie, partant le lendemain au Service militaire. Un membre du bureau du personnel ayant vu « l'infracfraction », mais ne voulant pas intervenir dans les locaux du comité d'établissement, alerte un délégué CFDT, Danès, qui annonce aux « contrevenants » qu'on aurait de ses nouvelles.

Le lundi, cette employée recevait une lettre de licenciement.

Au cours d'une entrevue avec le chef du personnel, assistée d'un autre délégué CFDT, Platret, elle entend avec stupeur ce dernier déclarer qu'elle arrivait souvent en retard le matin. Ledit Platret, ayant travaillé dans le même service qu'elle, n'ignorait absolument pas qu'elle avait un enfant à charge.

Enfin, le Secrétaire du Comité Centre d'Entreprise (CFDT toujours), Bignon, a déclaré que son cas ne pouvait être défendu : elle n'avait que dix mois et demie de Compagnie, au lieu des onzes requis pour « bénéficier » du Conseil de discipline.

La CFDT qui a su avoir une place de choix aux Assurances Générales en écartant les autres syndicats, sait également être fidèle à son véritable employeur.

CHIENS DE GARDE

A l'occasion du projet de décentralisation d'une partie des services administratifs à Reims, le Comité d'Etablissement du Siège des Assurances Générales-Vie (500 personnes) comprenant des délégués des trois centrales syndicales : C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O., a adressé au Président-Directeur Général, une lettre ouverte datée du 26 octobre 1967 et largement diffusée à l'ensemble du personnel.

Il reproche à la Direction « l'imprévision dont il a été fait preuve dans le choix de la Ville », qui, n'étant pas assez loin de Paris, ne pouvait faire bénéficier l'entreprise des importantes indemnités prévues dans ce cas (cinq millions deux cents mille francs pour 400 salariés) et tenait à dénoncer cette carence, non seulement au personnel, mais également à MM. les Administrateurs.

Heureusement que l'Etat veillait : le Journal Officiel annonçait quelques jours plus tard que les millions tomberaient quand même.

LE 13 NOVEMBRE DERNIER :

BESANÇON S'EST TROUVE PROCHE DU MANS ET DE QUIMPER

A Besançon, les ministres Peyrefitte et Jeanneney sont venus lundi 13 novembre pour présider la rentrée universitaire en se félicitant des efforts accomplis par leur gouvernement dans le domaine de l'Education Nationale.

Après plusieurs semaines d'indécision, l'A.G.E.B., section locale de l'U.N.E.F. et les organisations étudiantes « de gauche » finirent par décider une manifestation pour le jour de la venue des ministres, à 18 h 30, de la place Saint-Pierre au Rectorat, où devaient se trouver Jeanneney et Peyrefitte à ce moment-là. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., et les partis de gauche appelaient également à manifester.

La Rodiaceta débraya à 80 %, et, en comptant les ouvriers des autres usines, ce furent cinq mille personnes qui se rassemblèrent sur la place, d'ailleurs à la surprise des syndicats étonnés que les ouvriers veuillent « faire quelque chose ». Les dirigeants syndicaux habituels Castella (C.F.D.T.) et Lievremont (C.G.T.), bien connus pour la façon dont ils ont arrêté la grève Rhodiaceta prirent la parole après les syndicalistes enseignant et étudiant et déclarèrent que « comme les ministres s'étaient enfuis, le cortège irait seulement jusqu'à la préfecture, puis se disloquerait » ! Dès le début, des voix s'élevèrent, appelant à ne pas s'arrêter devant la préfecture mais à en enfoncer les portes, « comme ont fait les paysans ».

Ce fut cependant une manifestation très impressionnante qui se mit en branle dans les rues étroites de Besançon sous de nombreuses banderoles syndicales « contre les ordonnances », «contre le chômage et les licenciements » etc., et en scandant des slogans sur les mêmes thèmes, dont Lievremont avait donné un choix auparavant. Dès l'arrivée devant la préfecture, dont les portes étaient barricadées de l'intérieur par les C.R.S., plusieurs ouvriers essayèrent d'enfoncer le portail, encouragés par la foule criant « la porte, la porte ! » C'est alors qu'un syndicaliste C.G.T. se glissa entre la porte et les manifestants en essayant de les repousser et les appelant au calme. D'autres militants pour la plupart membres également du P.C.F. se joignirent à lui, et, rangés devant les portes repoussèrent brutalement les ouvriers qui voulaient les en déloger. Toutefois, ceux-ci n'osèrent pas frapper à coups de poings sur leurs camarades de travail, malgré leur colère. De nombreux ouvriers de la Rhodiaceta étaient réellement furieux et criaient qu'ils avaient fait grève pendant un mois pour se retrouver dans la même situation de chômage partiel trois mois après, et qu'ils en avaient assez de débrayer pour rien. Tous rappelaient que les paysans à Quimper, les ouvriers à Mans et à Mulhouse n'avaient pas hésité, eux, à employer la force, et qu'il était temps de faire comme eux.

Mais le reste des cinq mille manifestants ne pouvait pas comprendre ce qui se passait près des portes, et les bureaucrates syndicaux parvinrent, d'ailleurs à grand'peine, à repousser les ouvriers en colère, en essayant de détourner l'attention, de plus, en alléguant que cinq mille ouvriers, ce n'était pas assez pour attaquer la préfecture (alors que d'après un cégétiste, c'était la plus belle manifestation qu'il ait vue depuis 1949), et en essayant de traiter les ouvriers mécontents de « diviseurs » et de « provocateurs ». Cependant, lorsque Morivard, puis Lievremont, grimpés sur un mur prirent la parole en parlant de « provocation », ils se firent huer par la foule et disparurent jusqu'à la fin.

Enfin, après un temps de flottement, la manifestation commença à se désagréger lentement, et lorsqu'il ne resta que quelques groupes, les organisateurs purent s'en aller, satisfaits de leur besogne.

A TARBES

une agression qui a manqué son but

DANS la nuit du 25 au 26 novembre, des jeunes militants de Voix Ouvrière, dont deux filles, qui collaient à Tarbes des affiches annonçant la parution de notre hebdomadaire, ont été sauvagement agressés par une bande d'énergumènes du Parti Communiste Français. Ceux-ci les ont une première fois attaqués près de la gare, après avoir déchiré leurs affiches. Puis ils ont tenté d'enlever nos camarades dans leurs voitures La bande était dirigée par un stalinien local bien connu qui téléguidait les opérations à bord d'une Simca 1.000 immatriculée 117 EK 65. Nos jeunes camarades ont finalement pu éviter le pire grâce à l'arrivée de personnes sorties d'un café pour voir ce qui se passait. Blessés, nos camarades ont dû aller consulter un médecin. Arrivés place Marcadieu, ils ont de nouveau été assaillis par une meute de plusieurs dizaines d'individus qui les ont empêché de recevoir les soins nécessaires et c'est par miracle qu'ils ont pu finalement s'échapper après que leur voiture eût été endommagée.

En agissant ainsi, les staliniens avaient un objectif précis : empêcher par tous les moyens Voix Ouvrière de s'exprimer dans cette ville, d'y faire connaitre ses idées, son journal. Mais, pour impressionnant qu'ait été le déploiement de forces, les nervis du P.C.F. n'ont pas atteint leur but, bien au contraire : vendredi 1er décembre, dans la matinée, des militants Voix Ouvrière de Tarbes diffusaient largement un tract informant les habitants des agissements nocturnes de certains de leurs concitoyens. Dans le même temps, d'autres camarades collaient des affiches. Les quelques membres du P.C.F. qui s'étaient rassemblés ont eu du mal à expliquer aux Tarbais qui s'étaient attroupés pourquoi le P.C. avait déchiré nos affiches et agressé ceux qui les collaient L'un d'eux, faisant figure de dirigeant, commença par nier les faits. Puis il tenta de se justifier en disant que lui, personnellement, n'avait pas participé à l'agression, qu'il était partisan de la liberté d'expression, que Voix Ouvrière avait le droit de coller ses affiches.

Nous avons pris acte de ces promesses avec le plus grand plaisir, mais aussi avec le plus grand septicisme puisque ce personnage devait avouer, quelques minutes après, confondu par une des victimes de l'agression, avoir participé à la lamentable chasse aux sorcières organisée par les nervis du P.C.

L'action des staliniens à Tarbes s'est donc finalement retiurnée contre eux. Ils voulaient que les travailleurs ignorent l'existence de Voix Ouvrière, ses affiches, son journal. Aujourd'hui, V.O. est connue à Tarbes, et le voile a été levé, du moins en partie, sur les méthodes du gangstérisme stalinien.

F.D.

A LYON

les "démocrates authentiques" tentent de saboter une réunion de l'O.C.I.

L'O.C.I. (Organisation communiste internationaliste) organisait le dimanche 26 novembre, à Lyon, une réunion publique consacrée au 50e anniversaire de la révolution d'Octobre.

A peine cette réunion était-elle commencée que plusieurs dizaines de membres du P.C.F. se levèrent, scandant « Diviseurs ! », « Aventuriers ! », et se regroupèrent devant la tribune. Pendant trois quart d'heures, cris et injures couvrirent ainsi les rappels à l'ordre des organisateurs. Le président déclara alors que ceux qui n'étaient pas assis allaient être expulsés. Le service d'ordre intervint donc, mais il n'eut pas à employer les grands moyens : après quelques bousculades, mais sans bagarre, les staliniens évacuèrent la salle, et la réunion put alors se dérouler normalement devant une centaine de personnes.

Nos lecteurs savent que ce n'est pas la première fois que le Parti « Communiste » Français tente d'empêcher ainsi la tenue de réunion d'extrême gauche. Ces derniers mois, par exemple, deux meetings « prochinois » furent assaillis par des commandos de nervis du P.C.F., à Paris, et les agresseurs parvinrent même à tenir leur propre réunion dans la salle qu'ils avaient prise d'assaut. A Rouen, une réunion de Voix Ouvrière fut empêchée par l'action conjuguée des staliniens et de la police: les premiers ayant finalement été expulsés après une violente bagarre par notre service d'ordre, la police intervint alors pour faire évacuer la salle.

C'est que si le stalinisme est indiscutablement sur son déclin, cela ne signifie pas qu'il recourre de moins en moins à des méthodes de violence. Au contraire, plus son emprise sur les masses diminue moins il peut tolérer d'être critiqué sur sa gauche, et il est fort probable que nous devrons plus que jamais imposer dans les mois et les années qui viennent notre droit à l'existence et à la libre expression de nos idées.

Quelles que soient les divergences politiques qui séparent les organisations se réclamant du trotskysme, une lutte commune pour la défense de la démocratie ouvrière est possible, et souhaitable.

Et les méthodes de gangster auxquelles les organisations staliniennes se trouvent réduites n'empêcheront pas la progression des idées révolutionnaires. Surtout si les organisations qui militent à la gauche du P.C.F. savent mettre leurs forces en commun pour imposer le respect de la démocratie ouvrière.

A quoi bon ?

Pourquoi a-t-il fallu qu'à cette même réunion de Lyon, un militant de « Révoltes » déclare de la tribune : « Nous ne sommes pas des « Voix Ouvrière », qui vont en commando devant les portes des usines casser la gueule aux ouvriers. Et qui nous disent « Nous sommes comme vous ! », en voulant s'assimiler à l'O.C.I. »

Il y a cinq ans, les militants de l'organisation qui allait devenir l'O.C.I. défendaient avec nous la démocratie ouvrière devant les portes de la Saviem, à Saint-Ouen, et il n'y avait dans le mouvement trotskyste que les pablistes pour trouver dans notre attitude des circonstances atténuantes pour les staliniens. Et le courroux des camarades de l'O.C.I. envers les champions de l'entrisme n'avait d'égal que le nôtre.

Et voilà qu'aujourd'hui, dans un meeting que les staliniens viennent de tenter d'interrompre, il y a un militant de « Révoltes » pour dire pire encore. Qu'une telle attitude soit dictée par la veulerie ou par « tactique » vis-à-vis du P.C.F., peu importe.

Les camarades de l'O.C.I. ont tort de vouloir rivaliser avec les staliniens dans le domaine de la calomnie éhontée. Car ceux-ci ne leur tiendront pas compte de leurs efforts. Et ce n'est pas avec de tels procédés qu'ils construiront un parti révolutionnaire. Il ne suffit pas non plus d'imiter les staliniens sur ce terrain, pour réussir.

De telles méthodes ne nous surprendraient pas des prochinois, car elles sont bien dans la ligne de ceux qui se proclament les héritiers de Staline. Mais elles nous étonnent tout de même de la part d'une organisation qui se réclame du trotskysme.

Et que le calomniateur se rassure. Nous ne voulons pas être assimilés à l'O.C.I.. Rien que pour cela.

Des BANQUES à la BOURSE ...du TRAVAIL

MERCREDI dernier, 29 novembre, à partir de 8 heures 30, des petits groupes stationnaient devant la Bourse du Travail, à la République.

Vers 8 h 45, les employés de banque étaient de plus en plus nombreux, et finalement à 9 heures — heure fixée pour le début du meeting — presque toute la salle était remplie. Les vides furent vite comblés et certains restèrent debout tout le meeting.

Ainsi donc c'est devant 2.000 personnes environ que ce meeting, organisé par cinq syndicats de la profession — C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., S.N.C.B. — eut lieu.

Pendant une heure et demie, les représentants des différents syndicats dévidèrent le « bla-bla » habituel sur nos conditions de vie et de travail. L'orateur C.G.T. fit applaudir les « 600 francs par mois », et celui de la C.F.T.C. protesta contre la pratique des heures supplémentaires et l'ouverture des guichets le samedi.

Lorsque les quatre orateurs reprirent leur place à la tribune, le président revint au micro, non pour annoncer une nouvelle action, à la suite de ce meeting, mais pour expliquer que « des cahiers de revendication seraient déposés « auprès des banquiers.

Ce n'était vraiment pas ce que les employés attendaient.

A ce moment-là une employée du Crédit Lyonnais grimpa sur un banc et tenta de prendre la parole de la salle pour dénoncer « les cahiers de revendications » et réclamer la discussion sur l'action à mener pour obtenir satisfaction.

Mais les bureaucrates veillaient de la tribune... Et à peine cette camarade prit-elle la parole qu'une représentante C.G.T. affolée se leva d'un bond et demanda à la salle d'en faire autant. Le président bondit à son tour sur le micro pour expliquer que les « cinq organisations représentatives ayant parlé, le meeting est terminé. »

Et cela se termina par un brouhaha systématique pour couvrir la voix de celle « qui a osé ».

Bien sûr les injures, les insultes se mirent à pleuvoir sur la « provocatrice »... mais des employés s'assemblèrent autour d'elle et lui demandèrent ce qu'elle voulait dire. Elle s'expliqua, beaucoup furent d'accord, on lui serra la main. Dans tous les coins cela discutait dur entre employés et bureaucrates syndicaux.

Finalement ,le meeting se termina.

Une manifestation se forma et remonta les Grands Boulevards de République à Richelieu-Drouot. « Nos quarante heures immédiatement ». « Pas question le samedi » « Cent francs tout de suite » sans oublier « des sous Charlot » furent criés durant le parcours.

Les flics étaient là aussi, encadrant, et empêchant les employés de se répandre sur la chaussée, ce qui leur fut facilité par des responsables syndicaux qui firent remonter sur les trottoirs.

Il y avait de l'ambiance. La reprise du travail était prévue à 10 h 30 ou 11 h, selon les syndicats, mais la plupart des employés ne furent à leur bureau que vers 11 h 30 - 12 h.

Les employés qui ont débrayé ce jour-là ont été réconfortés de se retrouver nombreux, et ils sont prêts à continuer l'action, encore faut-il qu'on ne les décourage pas une fois de plus par une journée nationale d'action sans lendemain.

C. O.

Bd Lefebvre

Le matériel humain

(Suite de la première page)

Et si le bâtiment a le triste privilège d'être l'activité professionnelle qui détient le record de la mortalité par accidents, il en va cependant de même dans le reste du monde du travail où il y a plus d'un mort, en France, par heure travaillée.

A tous ces accidents, à toutes ces morts, on peut trouver une cause technique. Il y a toujours, ou presque, quelqu'un qui a commis l'erreur qui lui coûta la vie ou qui la fit perdre à d'autres.

Mais derrière ces erreurs il y a l'exploitation, la production à assurer, les cadences, les délais à tenir, et la fatigue, l'usure physique et nerveuse qui sont le lot de ceux qui travaillent. Dans beaucoup de professions les erreurs ne tirent guère à conséquence, mais dans beaucoup d'autres elles sont sanctionnées par la perte d'un œil, d'une main ou de la vie. Cependant, le progrès technique permettrait la disparition quasi-complète des accidents du travail. Tout est possible. Il n'est rien de plus dangereux que de travailler sur les substances radioactives et cependant, là, les accidents sont rarissimes.

Dans le cas du boulevard Lefebvre, si les maçons n'avaient pas été pressés par le travail à la tâche, ils n'auraient pas pressé les charpentiers en fer et, ni les uns, ni les autres, ne seraient morts cette fois-là.

Le responsable c'est le capitalisme, c'est le fait que des hommes travaillent pour le profit d'autres hommes... Une humanité travaillant pour elle-même ne connaitrait pratiquement pas d'accidents de travail, car aucune précaution ne serait épargnée.

Les syndicats et la C.G.T. en particulier revendiquent que les comités d'hygiène et de sécurité prévus par la loi fonctionnent effectivement dans le bâtiment et qu'ils participent à la marche générale du chantier. Ces comités existent dans bien des industries et n'évitent pas les accidents. S'ils participaient effectivement à « la marche des entreprises », peut-être y pourraient-ils quelque chose. Mais au lieu de « revendiquer », de mendier cette reconnaissance que l'on n'obtiendra jamais, pourquoi les syndicats n'organisent-ils pas effectivement un tel contrôle sur les conditions de travail et de production. Pourquoi, au lieu d'envoyer des délégués à des comités d'entreprise qui ne servent à rien, les syndicats n'utilisent-ils pas la compétence et le dévouement de ces militants à vérifier les conditions d'hygiène et de sécurité, aussi bien sur les chantiers que dans les ateliers, en demandant aux travailleurs de cesser d'effectuer toutes les tâches dangereuses lorsque les conditions maximum de sécurité ne sont pas remplies. Pourquoi les syndicats ne demandent-ils pas aux travailleurs de n'exécuter un ordre, même technique, que lorsqu'il est approuvé par les représentants syndicaux, ou mieux par des représentants élus par le personnel.

Ainsi l'on n'aurait peut-être pas eu l'occasion d'assister au triste spectacle de samedi matin où, devant les cercueils des victimes, devant les milliers de travailleurs venus aux obsèques, on a pu voir des représentants du patronat français, de De Gaulle, de Franco et de Salazar, et parmi les gerbes, celle de la Préfecture de la Seine et celle de la Préfecture de Police.

Les patrons sont non seulement incapables de gérer la société, mais même de garantir notre vie au chantier ou à l'usine. Et notre vie vaut bien que nous nous en occupions nous-mêmes.

LUTTE DE CLASSE

Le numéro 9 de la « Lutte de classe », numéro de novembre est paru

Au sommaire :

Voix ouvrière est hebdomadaire.

Tactiques et base sociale de syndicats en France.

L'U.R.S.S., le tiers monde et la 3e guerre mondiale.

De la méthodologie organisationnelle.

DÉTROIT (U.S.A.) :

La situation des travailleurs de l'automobile après la signature des accords Ford

LE texte suivant est envoyé par des camarades américains militants d'entreprise.

Les ouvriers américains touchent des salaires bien supérieurs à ceux des travailleurs français, mais ils n'en subissent pas moins une exploitation poussée à ses limites extrêmes.

Ce texte montre, au-delà des différences apparentes, une similitude extême entre la situation des travailleurs américains —aux prises avec l'exploitation... et leurs propres organisations syndicales — et celle des travailleurs français.

LES RESULTATS DE L'ACCORD FORD

Walter Reuther (Président de l'U.A.W., syndicat des travailleurs de l'automobile) a fait toute la publicité possible sur les avantages de l'accord. Pourtant ces avantages « historiques » sensés avoir été obtenus s'avèrent n'être qu'un leurre, lorsqu'on les regarde de plus près.

Tout d'abord, analysons les avantages en matière de salaires.

Une des garanties élémentaires acquises par les travailleurs de l'automobile, l'échelle mobile des salaires a été réduite à néant. Dans l'ancien contrat les salaires étaient réajustés, trimestriellement, proportionnellement aux indices gouvernementaux du coût de la vie. Il n'y avait pas de plafond. Les travailleurs recevaient approximativement 0,18 dollar de l'heure à la fin du contrat de trois ans. Le nouveau contrat, au contraire, fixe un plafond de 0,08 dollar d'augmentation horaire par an ; de plus cette augmentation doit être réévaluée à la fin du contrat, plutôt que trimestriellement. Or dans cette période d'inflation galopante, le maximum que les ouvriers de Ford pourront obtenir sera 0,16 dollar pour toute la durée du contrat. Un principe fondamental a été abandonné. Désormais, une lutte sera nécessaire contre toute hausse du coût de la vie qui ne sera plus automatiquement compensée. Autre avantage « substantiel » pour les ouvriers de l'automobile : l'allocation de chômage a été augmentée. Le nouveau contrat stipule, en effet, qu'un ouvrier licencié peut recevoir presque 95 % de son salaire hebdomadaire pendant un an. Il y a simplement une restriction : il faut avoir sept ans d'ancienneté. Or, la majorité des travailleurs de l'automobile n'ont pas sept ans d'ancienneté et il faudrait une sérieuse dépression pour que certains travailleurs puissent profiter de cette allocation. Pour obtenir cet avantage, les syndicats ont accepté de sacrifier la prime de fin d'année. Les chiffres concernant cette affaire n'ont pas encore été publiés, mais il est hautement probable que les travailleurs sont encore les dindons de la farce.

Une autre escroquerie commise sur le dos des ouvriers, c'est l'augmentation des allocations de retraite. Puisque les chiffres les plus complets proviennent de Général Motors et que les contrats sur des points aussi importants sont en général les mêmes pour les trois grandes firmes de l'automobile, nous nous sommes basés sur ces chiffres pour évaluer le bénéfice obtenu par les ouvriers.

. . . . . .

L'augmentation pour les 63 000 retraités de Général Motors sera approximativement de 28 $ par mois. Ceci revient à une dépense annuelle supplémentaire de 22 millions de dollars par an pour Général Motors. Mais, étant donné que Général Motors contrôle la caisse de chômage et touche des profits en investissant cet argent, cet autre « gros » avantage ne coûte à la compagnie pratiquement rien.

Le seul avantage réel obtenu par les ouvriers, c'est la pause supplémentaire de 12 minutes. Mais ici également, il y a tellement de restrictions, qu'il n'en reste pas grand chose, une fois la mesure mise en pratique. D'abord, la majorité des ouvriers à la production ne sont pas concernés par l'accord. Seuls ceux qui travaillent sur les chaînes de montage ont droit à la pause de 12 minutes. Les autres ouvriers à la production, y compris ceux qui travaillent aux fonderies et auxquels les chaînes imposent des cadences très rapides, n'obtiennent rien du tout.

LES BESOINS REELS DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE NE SONT PAS SATISFAITS

Voilà le contenu de l'accord « historique » réalisé à Ford en 1967 (cet accord servira de base pour les trois grandes compagnies automobiles américaines). Quels sont, en fait, les besoins des quelques 650 000 travailleurs touchés par les nouveaux contrats ?

La première garantie et la plus importante pour le travailleur à la production c'est celle de la protection contre l'accélération inhumaine des cadences sur les chaînes. En effet, depuis que l'U.A.W. a abandonné en 1948 le droit de contrôler les normes de production, on a assisté à une détérioration continue des conditions de travail. Depuis cette date il y a eu des cas d'accélérations telles que les ouvriers produisent 200 %, 300 % ou même 400 % de plus qu'en 1948, et ceci sans l'introduction d'outillage automatique. Pour comprendre ce que cela veut dire, on doit se représenter la situation sur les chaînes. Le travailleur à la production travaille 8 heures par jour. Il a droit à 18 minutes de pause (à présent 24 minutes) avant le déjeuner et 18 minutes après. En dehors de ces périodes l'ouvrier ne peut matériellement pas s'arrêter de travailler, ne serait-ce qu'une minute pour aller aux toilettes. Dans certains ateliers, il y a un service chargé de « rationnaliser » la production en éliminant les temps morts. Les mouvements des ouvriers sont décomposés par chronométrage en centièmes de minute. Chaque mouvement est chronométré pour obtenir le maximum de rendement. La compagnie veut éliminer les gestes « inutiles ». Les ouvriers sont manœuvrés comme des machines. De plus le travail n'est pas seulement ininterrompu, mais il se déroule à un rythme extrêmement rapide. Ce n'est que par une volonté de tous les instants que l'on peut suivre le rythme infernal de la chaine, une chaine qui ne s'arrête pour personne.

Une des promesses de Reuther avant la signature du contrat, était la suppression des heures supplémentaires obligatoires. En effet, la Compagnie a le droit de faire effectuer des heures supplémentaires, comme s'il s'agissait d'heures normales. Si l'ouvrier ne veut pas perdre son travail, il n'a d'autre recours que se plier à l'arbitraire. De ce fait, son horaire peut atteindre 10 à 12 heures par jour, et ce, six à sept jours par semaine. (A ce sujet, Chrysler avant la fin de son contrat faisait travailler certains ateliers 60 heures par semaine. L' « International Union » (syndicat) n'a rien fait pour arrrêter ces pratiques. Le 8 novembre 1967 quand les ateliers de Chrysler virent leurs cadences ralenties à la suite de grèves sauvages chez les chauffeurs de camions, Reuther déclara « Les camions rouleront, s'il le faut nous les conduirions nous-mêmes ».)

De la promesse de mettre fin à cette situation, il n'est rien resté. Le nouveau contrat stipule que la Compagnie garde le droit d'exiger des heures supplémentaires.

. . . . . .

Les travailleurs n'ayant pas un an d'ancienneté ne peuvent bénéficier d'indemnité de chômage. Ils ne sont pas couverts par le nouveau contrat.

L'application de l'échelle mobile aux retraites, promise par Reuther, n'a pas non plus été obtenue.

En d'autres termes, ce contrat n'est qu'une duperie et l'écrasante majorité des travailleurs s'en rend compte. Pourtant, une fois l'accord réalisé à Ford — farce pour laquelle une cinquantaine de jours de grève eurent lieu — les travailleurs votèrent ce contrat. Pourquoi cela ? En premier lieu les travailleurs n'en connaissaient alors pas bien les clauses. D'autre part Reuther, à la radio, à la Télé et par la presse avertit les travailleurs de Ford que s'ils le rejetaient la grève pourrait durer encore trois mois et que lui, Reuther, ne pourrait rien obtenir de plus.

Cependant la résistance des travailleurs croît. Quand les accords Chrysler et Général Motors interviendront il sera de plus en plus difficile à l'U.A.W. de calmer le mécontentement des travailleurs. Les grèves sauvages actuelles témoignent de leurs sentiments, d'autant plus qu'une opposition organisée commence à se développer à l'échelle nationale, phénomène qui ne s'était pas produit depuis dix ans.

(Correspondance des Etats-Unis)

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

A CRANE-LILLE

CES PELES, CES GALEUX !

Dans le compte rendu de l'entrevue Syndicat-Direction du 20-11-67, il est assez surprenant de voir les arguments employés par « nos représentants ».

Pour soi-disant empêcher les « bons éléments » de partir, la C.G.T. réclame une augmentation de salaire !

S'il faut faire la distinction entre « bons éléments » et les autres, nous c'est plutôt les autres qu'on aimerait empêcher de partir. Car ce ne sont sûrement pas ceux que la direction considère comme « les bons éléments » qui seront le fer de lance de notre lutte pour la garantie de nos droits.

Si maintenant les délégués se classent dans les « bons éléments », nous, nous mettrons un point d'honneur à nous classer parmi les autres.

(V.O.-Crane, Lille, N° 4.)

A LA C.S.F.-ISSY-LES-MOULINEAUX

LUTTONS ENSEMBLE POUR DES OBJECTIFS COMMUNS

A lire les tracts diffusés en nombre par les syndicats, on pourrait croire que leur but est de relancer l'action revendicative.

Dans un tract du 10-11-67, la C.G.T. estime « que... seul un mouvement de masse... fera aboutir les justes revendications de la classe laborieuse », le tract se terminant par « Tous et toutes sans discrimination, engageons la lutte ».

La C.F.D.T., pour sa part, nous invite, le 15-11-67, à prendre nos responsabilités : « Entrez dans la lutte pour de véritables négociations pour l'emploi et les salaires ».

Et par un tract distribué le 22-11-67, la C.G.T. (Syndicat des métaux d'Issy-les-Moulineaux) affirme cette fois : « Tout mettre en œuvre pour donner à la lutte une dimension nationale » « la Commission exécutive appelle les 15 000 métallurgistes à intensifier l'action dans les entreprises sous toutes les formes » « Elle s'engage à coordonner l'action chaque fois que cela sera possible dans le but de permettre rapidement des actions de plus en plus importantes. »

Dans la réalité, depuis des années, malgré les coups de clairon et les barouds d'honneur sous forme de journées nationales d'action, les syndicats nous font débrayer, par corporations, par secteurs, par ateliers. Depuis des années, nous débrayons coin par coin pour que les « petits ruisseaux fassent les grandes rivières ». Depuis des années, on nous rappelle que chaque secteur a ses revendications bien à lui. Et actuellement, malgré les grandes phrases, on sent poindre le même manège !

Dans le même trust C.S.F., les syndicats se refusent en fait à unifier la lutte : à Levallois les débrayages se succèdent, par secteurs, ce qui a pour effet de saborder ensuite les débrayages d'ensemble (au CH. de Levallois, 20 % des travailleurs (chiffres C.G.T.) ont participé au débrayage d'ensemble le 10-11-67 au soir... parce qu'ils avaient déjà débrayé seuls le matin même (cette fois à 90 %). A Malakoff, même politique ; quant à Guynemer... ? Pourtant, quand nos camarades débrayent, ils ont pour revendication essentielle une augmentation de salaire, même si dans un cas, il s'agit de 0,30 F pour les horaires et 50 F pour les mensuels (à Malakoff), et dans l'autre cas, de 0,25 F pour les horaires ou avec un plancher de 100 F par mois, de 10 % pour les A.T.E. de Levallois.

Dans de telles conditions, que valent les déclarations de principe des syndicats !

Coordonner les luttes, ne devrait vouloir dire qu'une chose :

Battons-nous ensemble pour des revendications communes !

(V.O.-C.S.F. Issy-les-Moulineaux N° 19.)

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe.
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15e
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
S.E.V. — Issy-les-Moulineaux.
CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13e
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15e
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche
MAVILOR - Saint-Chamond

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration : 29, rue de Château-Landon, Paris (10e).
Responsable publication : Maurice Schroedt.
Parution hebdomadaire (en vente le mercredi).
Prix : 1 F.

Abonnements :
6 mois 15 F
1 an 25 F

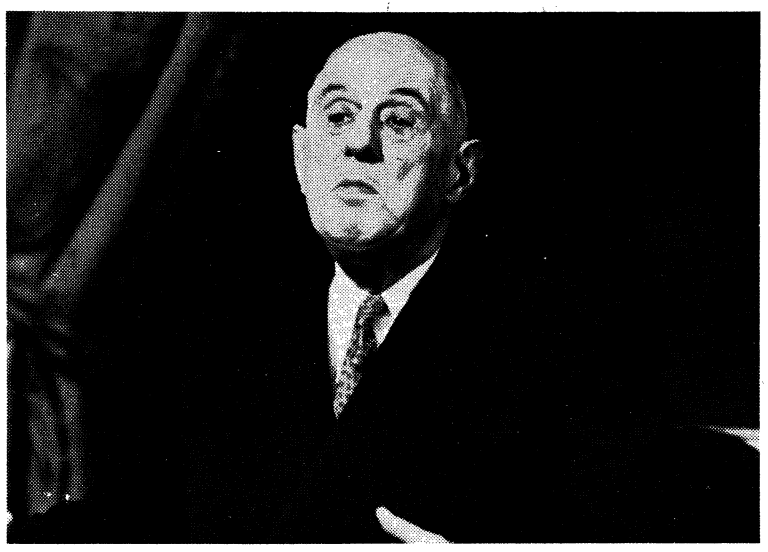
Abonnements de soutien :
6 mois 30 F
1 an 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT, C.C.P. PARIS 9424-78.

Imprimerie Composition : Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris (18e).
Impr. : « Rotoffset », 77-Meaux.
Distribué par les NMPP.

LA CONFÉRENCE DE DE GAULLE

les désirs de la bourgeoisie française et la réalité



CONGRES national de l'U.N.R. le samedi et le dimanche, conférence de presse du général de Gaulle le lendemain, le gouvernement et la majorité n'ont décidément pas manqué de porte-parole plus ou moins autorisés, plus ou moins d'envergure pendant ce week-end du 27-27 novembre.

Mais si les participants du congrès de Lille ont fait de leur mieux en matière de discours tonitruants, si les ténors gaullistes tentèrent de se poser en leaders d'un parti majoritaire qui gouverne effectivement le pays, ils apparurent tout au plus comme d'acceptables figurants à côté de la vedette de Gaulle.

De ce point de vue là peu de choses ont changé depuis neuf ans ; la politique du pays ne se fait pas au congrès d'un parti, fut-il majoritaire, fut-il gaulliste, mais au palais de l'Elysée. Que ses partisans s'agitent, de Gaulle continue à assurection politique du pays pour le compte de la bourgeoisie française Par delà les intérêts particuliers et souvent contradictoires au sein d'une classe dominante incapable de se gouverner d'une manière démocratique, il lui incombe la tâche de trancher et d'agir au mieux des intérêts généraux de l'ensemble de cette classe dominante.

L'assurance — ou la mégalomanie, si l'on veut — que le général a affiché une fois de plus pendant sa conférence de presse vient de la claire conscience de ses responsabilités au service de sa classe.

La vaine agitation de ses partisans et de ses concurrents ne fait en réalité que souligner que la bourgeoisie française a besoin d'un chef, d'un homme à poigne, pour mener sa politique.

Cette conférence de presse fut une sorte de récapitulatif de toutes les positions gaullistes en matière de politique étrangère. De la visite au Canada à la visite en Pologne ; de l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché Commun à la crise du Moyen-Orient ; de l'appréciation de la dévaluation anglaise aux difficultés monétaires internationales, de Gaulle a passé en revue tous les problèmes sur lesquels il eut à prendre position au cours des mois passés.

Ces prises de position furent fort diverses, mais à l'arrière-plan de chacune il y avait, comme leit-motiv, la conception de de Gaulle sur le rôle et sur le prestige de la France.

Les déclarations du général ont déclenché le même tollé que d'habitude parmi les commentateurs qui ne manquaient pas de souligner ce qu'il y avait de poussiéreux dans le nationalisme de de Gaulle, d'archaïque dans ses conceptions. « Une attitude du 18e siècle » renchérit Mitterrand en parlant des préférences monétaires du Président de la République.

Certes, l'acharnement verbal de de Gaulle contre l'emprise du dollar tient du donquichottisme. Certes, ses idées politiques et les conceptions qu'il se fait du rôle de la France dans le monde semblent venir d'un autre âge.

Mais la sénilité des idées de de Gaulle n'est pas seulement la sienne propre. Elle est celle de la classe qu'il représente, dont il est à la fois le porte-parole et l'arbitre politique.

Le rôle et le prestige que réclame de Gaulle pour la France, correspondent aux désirs, aux aspirations de l'impérialisme français. Mais les temps sont irrémédiablement passés où la France jouait le rôle du premier violon dans le concert impérialiste. La place est prise par un rival, trop important en réalité pour en être encore un : l'impérialisme américain. Il ne reste plus à la bourgeoisie française qu'une alternative : accepter la domination américaine et s'y abandonner — c'est ce choix que représente pour elle la politique d'un Lecanuet ou d'un Mitterrand — ou résister tant que faire se peut : c'est ce que représente de Gaulle. La « mégalomanie » du général est certainement un trait de caractère chez lui, mais la bourgeoisie française qui prétend à un rôle qui ne peut plus être le sien, se retrouve dans ce trait de caractère de l'homme qu'elle s'est choisi comme dirigeant politique.

L'attachement de de Gaulle à l'idée nationale, aux frontières nationales, son exaltation du nationalisme des petites et moyennes puissances face « aux géants » peuvent paraître archaïques — et ils le sont en effet. Mais la bourgeoisie française ne peut prétendre à la moindre indépendance face aux U.S.A., qu'en s'appuyant sur les sentiments les plus dépassés, en se protégeant par les institutions les plus archaïques.

La bourgeoisie française ne se résigne pas à la domination américaine et tente de s'accrocher aux vestiges de sa puissance perdue, c'est ce que prouve la confiance qu'elle accorde à de Gaulle. Cette confiance prouve aussi qu'elle sait qu'elle ne peut rester dans cette voie que de la façon indiquée par de Gaulle.

A longue échéance, la volonté de l'impérialisme français de jouer un rôle indépendant sur la scène mondiale ne peut être bien évidemment qu'une velléité.

L'efficacité de sa politique « d'indépendance » a très exactement les limites tracées par sa puissance réelle, économique et militaire.

Pour s'opposer à l'emprise du dollar, va-t-il enfourcher le cheval de bataille de l'or comme il le fait ? Mais le pouvoir du dollar ne fait que refléter la puissance économique des Etats-Unis.

Pour s'opposer à l'emprise américaine sur l'Europe et sur la France en particulier, va-t-il s'opposer à l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché Commun ? Mais, même à l'abri de ses frontières nationales, il est incapable de s'opposer à l'envahissement des capitaux américains.

Pour contrebalancer l'influence américaine de par le monde va-t-il faire appel aux nationalismes québecquois, sud-américain, etc...? Mais que pèsent les appels vibrants d'un de Gaulle face aux investissements américains dans ces pays, ou face à la force militaire américaine ?

Les propos tenus par de Gaulle ce lundi-là ont de quoi séduire la bourgeoisie française. Mais le prestige imaginaire que fait miroiter le général devant sa classe ne pourrait être construit que sur du sable.

Les temps de la puissance de l'impérialisme français sont à jamais révolus.

G. KALDY.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 18 DÉCEMBRE 1967

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

La Chine à l'heure de la Révolution Culturelle

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

« INDÉPENDANCE POUR LA GUADELOUPE »

INDEPENDANCE POUR TOUTES LES COLONIES FRANÇAISES

"AUTONOMIE pour la Guadeloupe », livre de Laurent Farrugia, professeur de philosophie au lycée de Basse Terre, chef-lieu du « département », a été récemment mis en vente dans quelques librairies parisiennes.

Mais en Guadeloupe même, le livre n'a pu pénétrer. D'après l'Humanité, 2 500 exemplaires sont bloqués à Pointe-à-Pitre dans une cave des Renseignements Généraux.

D'autre part les exemplaires du numéro de septembre des Temps Modernes contenant un article sur « la Guadeloupe opprimée » ont eux été bloqués.

Il est inadmissible que des textes dénonçant les conditions d'oppression qui règnent en Guadeloupe ou préconisant un avenir différent de celui que M. Billotte offre aux D.O.M. et T.O.M. soit purement et simplement mis sous le boisseau. Voilà un exemple de plus de l'arbitraire le plus total qui règne dans les colonies françaises, arbitraire qui engendre des protestations réprimées dans le sang, comme cela s'est produit fin mai à Pointe-à-Pitre où les CRS ont tiré sur les travailleurs du bâtiment revendiquant une augmentation de salaire, faisant plusieurs dizaines de morts et plusieurs centaines de blessés.

« Autonomie pour la Guadeloupe » expose les thèses des partisans de l'autonomie, principalement du Parti Communiste Guadeloupéen. Que l'auteur en soit membre ou non, son livre reflète assez fidèlement les thèmes adoptés par le P.C.G. lors de sa fondation en parti indépendant du P.C.F. en 1958. Les autonomistes réclament :

« — Une assemblée locale élue « disposant d'un certain pouvoir législatif.

« — Un exécutif guadeloupéen « responsable devant cette assemblée.

« L'assemblée doit disposer du « pouvoir :

« — de réglementer l'application « dans le territoire des lois votées « par le Parlement français,

« — de voter des lois spéciales « applicables au seul territoire. »

Depuis cette date, les pouvoirs revendiqués par le P.C.G. pour l'Assemblée guadeloupéenne ont varié d'un « certain pouvoir » à « tout le pouvoir législatif » (en ce qui concerne les affaires intérieures) pour retourner « à une compétence limitativement définie », mais toujours « en union avec la France ». Le P.C.G. compte obtenir ce changement de statut par application d'un article de la Constitution française, — la constitution gaulliste —, permettant un tel changement. Beau rêve utopique ! L'impérialisme français n'accordera pas l'autonomie aux Guadeloupéens par bonté d'âme ou compréhension ; il ne leur accorde que la mitraille de l'appareil de répression colonial, et à cet appareil, c'est la force des masses ouvrières et paysannes organisées qu'il faudra opposer.

Ce n'est pas l'avis de Farrugia qui intitule son chapitre traitant des perspectives du pays : « Pour une révolution sans meurtre ni chaos ». Farrugia table sur la non-violence et l'usage du bulletin de vote comme moyen de libération. Mais les faits prouvent chaque jour qu'une libération dans la légalité n'est qu'un leurre. Les élections sont basées sur la fraude directe (bourrage des urnes avec des bulletins favorables au député gouvernemental) ou indirectement, sur la corruption. Les simples droits démocratiques : le droit de réunion, le respect du droit de grève, des élections libres et sans fraudes ne peuvent s'obtenir que par la force. Mais c'est aussi bien plus que ces maigres garanties que les guadeloupéens sont en droit de revendiquer. En Guadeloupe comme dans les autres colonies françaises, quelle que soit l'exiguité du territoire, les peuples ne veulent plus continuer à subir l'oppression de la métropole. A Djibouti, des hommes, des femmes, des enfants, sont morts non pour une quelconque autonomie mais pour leur indépendance, et les manifestations, les émeutes, qui par deux fois se sont produites l'année dernière en Guadeloupe montrent que la résolution ne manque pas aux travailleurs antillais.

Une autonomie obtenue légalement, sans combat, si elle peut sourire à certains, — car on ne se bat jamais de gaieté de cœur —, n'est qu'un beau rêve doré ou une escroquerie. Si le gouvernement français « accorde » l'autonomie, c'est qu'il ne perdra rien de ses intérêts en Guadeloupe. C'est que l'exécutif guadeloupéen qui serait mis en place se ferait le fidèle gardien de ses intérêts, que sous un autre nom, la même exploitation subsisterait.

Mais si les travailleurs et paysans guadeloupéens doivent engager la lutte pour changer le régime d'exploitation qui leur est imposé, pourquoi alors se cantonner à la revendication d'une autonomie qui ne règlera rien ?

En revendiquant une modification pacifique du statut des territoires opprimés, les P.C. et leurs apologistes ne font que démobiliser la population, quand ils ne se dressent contre elle comme l'a fait le maire « communiste » de Pointe-à-Pitre, la plus grande ville du département, lors des émeutes de mai dernier. Le Docteur Bangou, « maire communiste » s'est résolument rangé du côté... des forces de répression et a stigmatisé les aventuriers racistes qu'étaient pour lui les travailleurs du bâtiment et les lycéens qui manifestaient.

Si Farrugia désire vraiment la libération de la Guadeloupe, et un accent de sincérité se dégage de ce livre dont il veut aussi faire « un appel à tous les démocrates français pour qu'ils s'intéressent davantage à la Caraïbe et forcent leur Gouvernement à prendre au sérieux le problème antillais », il lui faudra reconsidérer bon nombre de ses prises de position. Au moment où son livre était sous presse la répression de mai intervenait. Farrugia y consacre un additif se terminant par ces phrases : « Puissent ces lignes flétrir le « système colonial que des méthodes surranées ont conduit à la répression aveugle. Pourquoi refuser « le dialogue ? Pourquoi ne pas « épargner au peuple guadeloupéen « la cruelle épreuve du sang ? Rien « n'est encore désespéré. Mais « l'avertissement vient en son « temps ». Si Farrugia n'a pas compris en mai-juin dernier ce que représente l'impérialisme français, son cas risque d'être désespéré. L'interdiction de fait de son livre dans le pays pour lequel il l'a écrit lui ouvrira peut-être les yeux sur les limites du dialogue avec le Gouvernement français. C'est la meilleure perspective que l'on puisse lui souhaiter. Mais, avec ou sans lui, les travailleurs et paysans pauvres guadeloupéens sauront construire le parti révolutionnaire nécessaire pour se libérer de la tutelle coloniale et accéder à l'indépendance réelle, — non seulement politique, mais aussi sociale —, car à notre époque, on ne peut vaincre un peuple qui se bat pour sa liberté.

D. B.